



الجمهوريَّة الجَزائِريَّة
الدِيمُقراطِيَّة الشعُوبِيَّة

الجريدة الرسمية

اتفاقيات دولية ، قوانين ، ومراسيم
قرارات وأراء ، مقررات ، مناشير ، إعلانات وبلاغات

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS
ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

(TRADUCTION FRANÇAISE)

ABONNEMENT ANNUEL	Algérie Tunisie Maroc Libye Mauritanie	ETRANGER (Pays autres que le Maghreb)	DIRECTION ET REDACTION SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT WWW. JORADP. DZ Abonnement et publicité: IMPRIMERIE OFFICIELLE Les Vergers, Bir-Mourad Raïs, BP 376 ALGER-GARE Tél : 021.54.35..06 à 09 021.65.64.63 Fax : 021.54.35.12 C.C.P. 3200-50 ALGER TELEX : 65 180 IMPOF DZ BADR: 060.300.0007 68/KG ETRANGER: (Compte devises) BADR: 060.320.0600 12
	1 An	1 An	
Edition originale.....	1070,00 D.A	2675,00 D.A	
Edition originale et sa traduction.....	2140,00 D.A	5350,00 D.A (Frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 13,50 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 27,00 dinars.

Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.

Prière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.

Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne

S O M M A I R E**DECRETS**

Décret présidentiel n° 07-105 du 23 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 11 avril 2007 portant création de chapitres et transfert de crédits au sein du budget de l'Etat.....	3
Décret présidentiel n° 07-106 du 23 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 11 avril 2007 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des participations et de la promotion des investissements.....	7
Décret présidentiel n° 07-107 du 23 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 11 avril 2007 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs.....	7
Décret exécutif n° 07-104 du 20 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 8 avril 2007 instituant un régime indemnitaire au profit des vérificateurs financiers de la Cour des comptes.....	7

ARRETES, DECISIONS ET AVIS**MINISTERE DU COMMERCE**

Arrêté du 29 Chaoual 1427 correspondant au 21 novembre 2006 fixant le spécimen et les caractéristiques de l'extrait du registre du commerce.....	8
--	---

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté du 3 Dhou El Hidja 1427 correspondant au 23 décembre 2006 portant délégation de signature au directeur de l'administration générale.....	37
---	----

MINISTERE DE LA CULTURE

Arrêté du 16 Moharram 1428 correspondant au 4 février 2007 portant désignation des membres du conseil d'administration de l'office national des droits d'auteur et des droits voisins.....	37
--	----

MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Arrêté du 1er Safar 1428 correspondant au 19 février 2007 fixant la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des fréquences.....	37
--	----

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Arrêté du 22 Moharram 1428 correspondant au 10 février 2007 fixant la composition du conseil d'administration de l'institut national de la productivité et du développement industriel (INPED).....	38
---	----

DECRETS

Décret présidentiel n° 07-105 du 23 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 11 avril 2007 portant création de chapitres et transfert de crédits au sein du budget de l'Etat.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 06-24 du 6 Dhou El Hidja 1427 correspondant au 26 décembre 2006 portant loi de finances pour 2007 ;

Vu le décret présidentiel du 11 Moharram 1428 correspondant au 30 janvier 2007 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2007, au budget des charges communes ;

Vu le décret présidentiel n° 07-25 du 11 Moharram 1428 correspondant au 30 janvier 2007 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2007, au ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères ;

Vu le décret exécutif n° 07-26 du 11 Moharram 1428 correspondant au 30 janvier 2007 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2007, au Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 07-27 du 11 Moharram 1428 correspondant au 30 janvier 2007 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2007, au ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;

Vu le décret exécutif n° 07-28 du 11 Moharram 1428 correspondant au 30 janvier 2007 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2007, au ministre de la justice, garde des sceaux ;

Vu le décret exécutif n° 07-43 du 11 Moharram 1428 correspondant au 30 janvier 2007 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2007, au ministre de la communication ;

Décrète :

Article 1er. — Il est créé, au sein des nomenclatures des budgets de fonctionnement des ministères ci-après, les chapitres suivants :

Services du Chef du Gouvernement

Section I — Chef du Gouvernement

Sous-section I — Services centraux

Chapitre n° 37-12 intitulé "Chef du Gouvernement — Dépenses liées à la préparation et à l'organisation des élections législatives du 17 mai 2007".

Ministère des affaires étrangères

Section I — Section unique

Sous-section I — Services centraux

Chapitre n° 37-10 intitulé "Administration centrale — Dépenses liées à la préparation et à l'organisation des élections législatives du 17 mai 2007".

Sous-section II — Services à l'étranger

Chapitre n° 37-28 intitulé "Services à l'étranger — Dépenses liées à la préparation et à l'organisation des élections législatives du 17 mai 2007".

Ministère de l'intérieur et des collectivités locales

Section VI — Direction générale des transmissions nationales

Sous-section I — Services centraux

Chapitre n° 37-05 intitulé "Direction générale des transmissions nationales — Elections".

Ministère de la justice

Section I — Direction de l'administration générale

Sous-section I — Services centraux

Chapitre n° 37-15 intitulé "Administration centrale — Dépenses liées à la préparation et à l'organisation des élections législatives du 17 mai 2007".

Ministère de la communication

Section I — Section unique

Sous-section I — Services centraux

Chapitre n° 37-16 intitulé "Administration centrale — Dépenses liées à la préparation et à l'organisation des élections législatives du 17 mai 2007".

Art. 2. — Il est annulé, sur 2007, un crédit de cinq milliards soixante-dix-sept millions six cent soixante-quatre mille dinars (5.077.664.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-03 "Frais d'organisation des élections".

Art. 3. — Il est ouvert, sur 2007, un crédit de cinq milliards soixante-dix-sept millions six cent soixante-quatre mille dinars (5.077.664.000 DA), applicable aux budgets de fonctionnement des ministères et aux chapitres énumérés à l'état annexé au présent décret.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 11 avril 2007.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

ETAT ANNEXE

N° DES CHAPITRES	L I B E L L E S	CREDITS OUVERTS EN DA
	SERVICES DU CHEF DU GOUVERNEMENT SECTION I CHEF DU GOUVERNEMENT SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX TITRE III MOYENS DES SERVICES 7ème Partie <i>Dépenses diverses</i>	
37-12	Chef du Gouvernement — Dépenses liées à la préparation et à l'organisation des élections législatives du 17 mai 2007.....	147.900.000
	Total de la 7ème partie.....	147.900.000
	Total du titre III.....	147.900.000
	Total de la sous-section I.....	147.900.000
	Total de la section I.....	147.900.000
	Total des crédits ouverts au Chef du Gouvernement.....	147.900.000
	-----	-----
	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES SECTION I SECTION UNIQUE SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX TITRE III MOYENS DES SERVICES 7ème Partie <i>Dépenses diverses</i>	
37-10	Administration centrale — Dépenses liées à la préparation et à l'organisation des élections législatives du 17 mai 2007.....	36.000.000
	Total de la 7ème partie.....	36.000.000
	Total du titre III.....	36.000.000
	Total de la sous-section I.....	36.000.000
	SOUS-SECTION II SERVICES A L'ETRANGER TITRE III MOYENS DES SERVICES 7ème Partie <i>Dépenses diverses</i>	
37-28	Services à l'étranger — Dépenses liées à la préparation et à l'organisation des élections législatives du 17 mai 2007.....	248.000.000
	Total de la 7ème partie.....	248.000.000
	Total du titre III.....	248.000.000
	Total de la sous-section II.....	248.000.000
	Total de la section I.....	284.000.000
	Total des crédits ouverts au ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères.....	284.000.000

ETAT ANNEXE (suite)

N° DES CHAPITRES	L I B E L L E S	CREDITS OUVERTS EN DA
	MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES	
	SECTION I ADMINISTRATION GENERALE	
	Sous-Section I SERVICES CENTRAUX	
	TITRE III MOYENS DES SERVICES	
	7ème Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-05	Administration centrale — Elections.....	1.791.220.000
	Total de la 7ème partie.....	1.791.220.000
	Total du titre III.....	1.791.220.000
	Total de la sous-section I.....	1.791.220.000
	Sous-Section II SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	
	TITRE III MOYENS DES SERVICES	
	7ème Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-15	Services déconcentrés de l'Etat — Elections.....	2.441.200.000
	Total de la 7ème partie.....	2.441.200.000
	Total du titre III.....	2.441.200.000
	Total de la sous-section II.....	2.441.200.000
	Total de la section I.....	4.232.420.000
	SECTION VI DIRECTION GENERALE DES TRANSMISSIONS NATIONALES	
	Sous-Section I SERVICES CENTRAUX	
	TITRE III MOYENS DES SERVICES	
	7ème Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-05	Direction générale des transmissions nationales — Elections.....	43.540.000
	Total de la 7ème partie.....	43.540.000
	Total du titre III.....	43.540.000
	Total de la sous-section I.....	43.540.000
	Total de la section VI.....	43.540.000
	Total des crédits ouverts au ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales.....	4.275.960.000

ETAT ANNEXE (suite)

N° DES CHAPITRES	L I B E L L E S	CREDITS OUVERTS EN DA
	MINISTERE DE LA JUSTICE SECTION I DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX TITRE III MOYENS DES SERVICES 7ème Partie <i>Dépenses diverses</i>	
37-15	Administration centrale — Dépenses liées à la préparation et à l'organisation des élections législatives du 17 mai 2007.....	33.804.000
	Total de la 7ème partie.....	33.804.000
	Total du titre III.....	33.804.000
	Total de la sous-section I.....	33.804.000
	Total de la section I.....	33.804.000
	Total des crédits ouverts au ministre de la justice, garde des sceaux.....	33.804.000
	 MINISTERE DE LA COMMUNICATION SECTION I SECTION UNIQUE SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX TITRE III MOYENS DES SERVICES 7ème Partie <i>Dépenses diverses</i>	
37-16	Administration centrale — Dépenses liées à la préparation et à l'organisation des élections législatives du 17 mai 2007.....	336.000.000
	Total de la 7ème partie.....	336.000.000
	Total du titre III.....	336.000.000
	Total de la sous-section I.....	336.000.000
	Total de la section I.....	336.000.000
	Total des crédits ouverts au ministre de la communication.....	336.000.000
	Total général des crédits ouverts.....	5.077.664.000

Décret présidentiel n° 07-106 du 23 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 11 avril 2007 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des participations et de la promotion des investissements.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 06-24 du 6 Dhoul Hidja 1427 correspondant au 26 décembre 2006 portant loi de finances pour 2007 ;

Vu le décret présidentiel du 11 Moharram 1428 correspondant au 30 janvier 2007 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 2007, au budget des charges communes ;

Vu le décret exécutif n° 07-32 du 11 Moharram 1428 correspondant au 30 janvier 2007 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 2007, au ministre des participations et de la promotion des investissements ;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé, sur 2007, un crédit de cinquante millions de dinars (50.000.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 “Dépenses éventuelles — Provision groupée”.

Art. 2. — Il est ouvert, sur 2007, un crédit de cinquante millions de dinars (50.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des participations et de la promotion des investissements et au chapitre n° 37-01 “Administration centrale — Conférences et séminaires”.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des participations et de la promotion des investissements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 11 avril 2007.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

————★————

Décret présidentiel n° 07-107 du 23 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 11 avril 2007 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 06-24 du 6 Dhoul Hidja 1427 correspondant au 26 décembre 2006 portant loi de finances pour 2007 ;

Vu le décret présidentiel du 11 Moharram 1428 correspondant au 30 janvier 2007 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 2007, au budget des charges communes ;

Vu le décret exécutif n° 07-34 du 11 Moharram 1428 correspondant au 30 janvier 2007 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 2007, au ministre des affaires religieuses et des wakfs ;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé, sur 2007, un crédit de soixante-dix millions de dinars (70.000.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 “Dépenses éventuelles — Provision groupée”.

Art. 2. — Il est ouvert, sur 2007, un crédit de soixante-dix millions de dinars (70.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs et au chapitre n° 43-01 “Administration centrale — Frais d'impression du Livre Saint et d'ouvrages retraçant les séminaires sur la pensée islamique”.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des affaires religieuses et des wakfs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 11 avril 2007.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

————★————

Décret exécutif n° 07-104 du 20 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 8 avril 2007 instituant un régime indemnitaire au profit des vérificateurs financiers de la Cour des comptes.

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret n° 85-58 du 23 mars 1985, modifié, relatif à l'indemnité d'expérience professionnelle ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 01-420 du 5 Chaoual 1422 correspondant au 20 décembre 2001 portant statut particulier des vérificateurs financiers de la Cour des comptes ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer le régime indemnitaire applicable aux personnels appartenant au corps des vérificateurs financiers de la Cour des comptes.

Art. 2. — Il est institué au profit des vérificateurs financiers de la Cour des comptes une indemnité mensuelle de sujexion au taux de 30 % calculée par référence à la rémunération principale.

Art. 3. — Il est institué, en outre, au profit des vérificateurs financiers de la Cour des comptes une prime mensuelle de rendement calculée au taux maximum de 30 % de la rémunération principale.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 8 avril 2007.

Abdelaziz BELKHADEM.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS**MINISTÈRE DU COMMERCE****Arrêté du 29 Chaoual 1427 correspondant au 21 novembre 2006 fixant le spécimen et les caractéristiques de l'extrait du registre du commerce.**

Le ministre du commerce,

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 97-41 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997, modifié et complété, relatif aux conditions d'inscription au registre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 02-453 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 06-222 du 25 Jourmada El Oula 1427 correspondant au 21 juin 2006 fixant le modèle et le contenu de l'extrait du registre du commerce, notamment son article 14 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 14 du décret exécutif n° 06-222 du 25 Jourmada El Oula 1427 correspondant au 21 juin 2006, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer le spécimen et les caractéristiques de l'extrait du registre du commerce délivré aux commerçants au titre des inscriptions au registre du commerce.

Art. 2. — L'extrait du registre du commerce relatif à l'immatriculation, à la modification et à la radiation est constitué, selon le cas, d'un (1) ou de deux (2) volets en papier cartonné d'une dimension de 15 centimètres sur 21 centimètres pour chacun d'eux.

Art. 3. — L'extrait du registre du commerce visé à l'article 2 ci-dessus doit présenter un fond de couleur :

— bleue pour les personnes physiques en cas d'immatriculation à titre principal ou secondaire et de modification ;

— verte pour les personnes morales en cas d'immatriculation à titre principal ou secondaire et de modification ;

— orange pour les succursales et autres représentations commerciales en cas d'immatriculation à titre principal ou secondaire et de modification ;

— jaune pour les commerçants non sédentaires en cas d'immatriculation et de modification ;

— violette pour les bailleurs de fonds de commerce, personnes physiques, en cas de modification ;

— grise pour les bailleurs de fonds de commerce, personnes morales, en cas de modification ;

— blanche pour les personnes physiques et morales, en cas de radiation.

Art. 4. — Le spécimen de chaque extrait du registre du commerce visé à l'article 2 ci-dessus est annexé au présent arrêté.

Art. 5 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Chaoual 1427 correspondant au 21 novembre 2006.

Lachemi DJAABOUBE.

ANNEXE 1

Spécimen de l'extrait du registre du commerce relatif à l'immatriculation d'une personne physique

Premier volet :

Recto :



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التجارة

المراكز الوطني للسجل التجاري

C.N.R.C

مستخرج السجل التجاري
قيد
شخص طبيعي

رقم التسجيل :
تاريخ التسجيل في السجل التجاري :

Verso :

الاسم واللقب أو الألقاب :

تاريخ ومكان ميلاد الخاضع للقيد :

جنسية الخاضع للقيد :

عنوان الخاضع للقيد :

الاسم التجاري :

عنوان القاعدة التجارية :

ولاية التواجد :

ملكية القاعدة التجارية :

ملكية المحل التجاري :

تاريخ بداية النشاط :

عدد المؤسسات الثانوية :

ANNEXE 1 (Suite)

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce relatif
à l'immatriculation d'une personne physique****Deuxième volet :****Recto :****Verso :**

نوع النشاط	النشاط أو الأنشطة الممارسة	العقوبات التي يتعرض لها الخاضع للقيد في حالة مخالفة أحكام القانون رقم 08-04 المؤرخ في 14 غشت سنة 2004 والمتعلق بشروط ممارسة الأنشطة التجارية.
		<p>طبقا لأحكام المواد 32، 31، 34، 33، 32، 35، 36، 35، 37، 38، 39، 40 و 41 من القانون المذكور أعلاه، يعاقب بغرامة من 5.000 إلى 5.000.000 دج و /أو الحبس من ستة (6) أشهر إلى سنة (1) كل من :</p> <ul style="list-style-type: none"> - يمارس نشاطا تجاريا قاراً أو غير قار دون التسجيل في السجل التجاري، - يدللي بتصريحات غير صحيحة أو يدللي بمعلومات غير كاملة بهدف التسجيل في السجل التجاري، - يمارس نشاطا تجاريا قاراً دون حيازة محل تجاري، - يمارس نشاطا أو مهنة مقتنة خاضعة للتسجيل في السجل التجاري دون تقييم الرخصة أو الاعتماد المطلوبين، - يمارس تجارة خارجة عن موضوع السجل التجاري، - لم يشهر البيانات القانونية المنصوص عليها في المواد 11، 12، 14 و 15 من القانون المذكور أعلاه، - يقلد أو يزور مستخرج السجل التجاري أو الوثائق المرتبطة به، - لم يعدل بيانات مستخرج السجل التجاري في الآجال القانونية، - يمنع وكالة لمارسة نشاط تجاري باسم صاحب السجل التجاري باستثناء الزوج، الأصول والفروع من الدرجة الأولى. <p>ملحوظة :</p> <p>لا يعفي التسجيل في السجل التجاري التاجر من الالتزامات التي تقع على عاتقه خلال ممارسة أنشطته، لا سيما عندما تكون هذه النشاطات موضوع تنظيم خاص".</p>
إضافة الماسور	التاريخ : الرقم التسلسلي :	

ANNEXE 2

Spécimen de l'extrait du registre du commerce, modifié d'une personne physique

Premier volet :

Recto :

Verso :



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التجارة

المركز الوطني للسجل التجاري

C.N.R.C

مستخرج السجل التجاري

رقم التسجيل : تاريخ التسجيل في السجل التحادي :

الاسم واللقب أو الألقاب :

تاریخ و مکان میلاد الخاضع

جنسية الخاضع للقيد :

الاسم التجاري :

عنوان القاعدة التجارية :

جامعة عجمان

٦٢٠

ANNEXE 2 (Suite)

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce,
modifié d'une personne physique****Deuxième volet :****Recto :**

نوع النشاط	رمز أو رموز النشاط
.....

Verso :

<p>العقوبات التي يتعرض لها الفاضع للقيد في حالة مخالفة أحكام القانون رقم 08-04 المؤرخ في 14 فشت سنة 2004 والمتعلق بشروط ممارسة الأنشطة التجارية.</p> <p>طبقا لأحكام المواد 31، 32، 33، 34، 35، 36، 37، 38، 39، 40 و 41 من القانون المذكور أعلاه، يعاقب بغرامة من 5.000 إلى 5.000.000 دج و/أو الحبس من ستة (6) أشهر إلى سنة (1) كل من :</p> <ul style="list-style-type: none"> - يمارس نشاطا تجاريا قاراً أو غير قاراً دون التسجيل في السجل التجاري، - يدللي بتصريحات غير صحيحة أو يدللي بمعلومات غير كاملة بهدف التسجيل في السجل التجاري، - يمارس نشاطا أو مهنة مقتنة خاضعة للتسجيل في السجل التجاري دون تقديم الرخصة أو الاعتماد المطلوبين، - يمارس تجارة خارجة عن موضوع السجل التجاري، - لم يشهر البيانات القانونية المنصوص عليها في المواد 11، 12، 14 و 15 من القانون المذكور أعلاه، - يقلد أو يزور مستخرج السجل التجاري أو الوثائق المرتبطة به، - لم يعدل بيانات مستخرج السجل التجاري في الآجال القانونية، - يمنع وكالة لمارسة نشاط تجاري باسم صاحب السجل التجاري باستثناء الزوج، الأصول والفروع من الدرجة الأولى. <p>ملامظة :</p> <p>لا يعفي التسجيل في السجل التجاري التاجر من الالتزامات التي تقع على عاتقه خلال ممارسة أنشطته، لا سيما عندما تكون هذه النشاطات موضوع تنظيم خاص.</p>
--

إضافة الفاضع للتعديل أو منه الشعري	إضافة الماسور التاريخ : الرقم التسلسلي :
---------------------------------------	--

ANNEXE 3

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce relatif
à l'immatriculation à titre secondaire d'une personne physique**

Recto :

Verso i:

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التجارة

المركز الوطني للسجل التجاري

C.N.R.C

مستخرج السجل التجاري
مؤسسة ثانوية
قيد
شخص طبيعي

الاسم واللقب أو الالقاب :

تاريخ ومكان ميلاد الخاضع :

جنسية الخاضع :

عنوان إقامة الخاضع :

عنوان القاعدة التجارية الثانوي :

ولاية التواجد :

التسمية أو العلامة :

عنوان القاعدة التجارية الرئيسي :

تاريخ بداية النشاط :

ملكية القاعدة التجارية :

ملكية المحل التجاري :

ANNEXE 4

Spécimen de l'extrait du registre du commerce, modifié, relatif à l'immatriculation à titre secondaire d'une personne physique

Recto :

Verso :

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التجارة

المركز الوطني للسجل التجاري

C.N.R.C

مستخرج السجل التجاري
مؤسسة ثانوية
معدل
شخص طبيعي

الاسم واللقب أو الألقاب :	.....
تاريخ ومكان ميلاد الخاطع :	.....
جنسية الخاطع :	.....
عنوان إقامة الخاطع :	.....
عنوان القاعدة التجارية الثانوي :	.....
ولاية التواجد :	.....
التسمية أو العلامة :	.....
عنوان القاعدة التجارية الرئيسي :	.....
تاريخ بداية النشاط :	.....
ملكية القاعدة التجارية :	.....
ملكية المحل التجاري :	.....

<p>..... تاريخ قيد المؤسسة الثانوية :</p> <p>..... رقم التسجيل الرئيسي :</p>	
<p>قطاع النشاط</p>	
<p>..... تسمية أو تسميات الأنشطة الممارسة</p>	<p>رمز أو رموز النشاط</p>
<p>إضاء الخاضع للتعديل أو ممثله الشرعي</p>	<p>إضاء الماسور</p>
<p>التاريخ : الرقم التسلسلي</p>	

ANNEXE 5

Spécimen de l'extrait du registre du commerce relatif à l'immatriculation d'une personne morale

Premier volet :

Recto :

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة التجارة
المركز الوطني للسجل التجاري
C.N.R.C

مستخرج السجل التجاري
قيد
شخص معنوي

رقم التسجيل :
تاريخ التسجيل في السجل التجاري :

Verso :

عنوان الشركة أو تسميتها :
الشكل القانوني :
عنوان مقر الشركة :
ولاية التواجد :
مبلغ رأس المال الشركة :
تاريخ بداية النشاط :
ملكية القاعدة التجارية :
ملكية المحل التجاري :
عدد المؤسسات الثانوية :
الممثل أو الممثلون الشرعيون

الاسم ولقب	تاريخ ومكان الميلاد	العنوان	الصفة	الجنسية

ANNEXE 5 (Suite)

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce relatif
à l'immatriculation d'une personne morale****Deuxième volet :****Recto :****Verso :**

نوع النشاط	رمز أو رموز النشاط	العقوبات التي يتعرض لها الخاضع للقيود في حالة مخالفة أحكام القانون رقم 08-04 المؤرخ في 14 غشت سنة 2004 والمتعلق بشروط ممارسة الأنشطة التجارية.
		<p>طبقاً لأحكام المواد 31، 32، 33، 34، 35، 36، 37، 38، 39، 40 و 41 من القانون المذكور أعلاه، يعاقب بغرامة من 5.000 إلى 5.000.000 دج و/أو الحبس من ستة (6) أشهر إلى سنة (1) كل من :</p> <ul style="list-style-type: none"> - يمارس نشاطاً تجارياً قارئاً أو غير قارئ دون التسجيل في السجل التجاري، - يدللي بتصريحات غير صحيحة أو يدلي بمعلومات غير كاملة بهدف التسجيل في السجل التجاري، - يمارس نشاطاً تجارياً دون حيازة محل تجاري، - يمارس نشاطاً أو مهنة مقتنة خاضعة للتسجيل في السجل التجاري دون تقديم الرخصة أو الاعتماد المطلوبين، - يمارس تجارة خارجة عن موضوع السجل التجاري، - لم يشهر البيانات القانونية المنصوص عليها في المواد 11، 12، 14 و 15 من القانون المذكور أعلاه، - يقلد أو يزور مستخرج السجل التجاري أو الوثائق المرتبطة به، - لم يعدل بيانات مستخرج السجل التجاري في الآجال القانونية، - يمنع وكالة لمارسة نشاط تجاري باسم صاحب السجل التجاري باستثناء الزوج، الأصول والفروع من الدرجة الأولى. <p>ملحوظة :</p> <p>لا يعفي التسجيل في السجل التجاري التاجر من الالتزامات التي تقع على عاتقه خلال ممارسة أنشطته، لا سيما عندما تكون هذه النشاطات موضوع تنظيم خاص.</p>

إضافة الخاضع للقيود
أو ممثله الشرعي

إضافة الماسور

التاريخ :

الرقم التسلسلي :

ANNEXE 6

Spécimen de l'extrait du registre du commerce, modifié, d'une personne morale

Premier volet :

Recto :



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التجارة

المجلس الوطني للسجل التجاري

C.N.R.C

مستخرج السجل التجاري
معدل
شخص معنوي

رقم التسجيل :
تاريخ التسجيل في السجل التجاري :

Verso :

عنوان الشركة أو تسميتها :
الشكل القانوني :
عنوان مقر الشركة :
ولاية التواجد :
مبلغ رأس المال الشركة :
تاريخ بداية النشاط :
ملكية القاعدة التجارية :
ملكية المحل التجاري :
عدد المؤسسات الثانية :

الممثل أو الممثلون الشرعيون

الاسم ولقب	تاريخ ومكان الميلاد	العنوان	الصفة	الجنسية

ANNEXE 6 (Suite)

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce,
modifié, d'une personne morale****Deuxième volet :****Recto :**

نوع النشاط	رمز أو رموز النشاط
.....

العقوبات التي يتعرض لها الخاضع للقيود في حالة مخالفة
أحكام القانون رقم 08-04 المؤرخ في 14 غشت سنة 2004 والمتعلق
بشروط ممارسة الأنشطة التجارية.
طبقاً لأحكام المواد 31، 32، 33، 34، 35، 36، 37، 38، 39، 40 و 41 من
القانون المذكور أعلاه، يعاقب بغرامة من 5.000 إلى 5.000.000 دج و/أو
الحبس من ستة (6) أشهر إلى سنة (1) كل من :
 - يمارس نشاطاً تجارياً قاراً أو غير قاراً دون التسجيل في السجل
التجاري،
 - يدللي بتصريحات غير صحيحة أو يدلي بمعلومات غير كاملة
بهدف التسجيل في السجل التجاري،
 - يمارس نشاطاً تجارياً دون حيازة محل تجاري،
 - يمارس نشاطاً أو مهنة مقتنة خاضعة للتسجيل في السجل
التجاري دون تقديم الرخصة أو الاعتماد المطلوبين،
 - يمارس تجارة خارجة عن موضوع السجل التجاري،
 - لم يشهر البيانات القانونية المخصوص عليها في المواد 11، 12، 14
و 15 من القانون المذكور أعلاه،
 - يقلد أو يزور مستخرج السجل التجاري أو الوثائق المرتبطة به،
 - لم يعدل بيانات مستخرج السجل التجاري في الآجال القانونية،
 - يمنع وكالة لمارسة نشاط تجاري باسم صاحب السجل التجاري
باستثناء الزوج، الأصول والفروع من الدرجة الأولى.

ملحوظة :

"لا يعفي التسجيل في السجل التجاري التاجر من الالتزامات التي
تقع على عاتقه خلال ممارسة أنشطته، لا سيما عندما تكون هذه
النشاطات موضوع تنظيم خاص".

إمضاء الخاضع للتعديل أو ممثله الشرعي	إمضاء المأمور
التاريخ : الرقم التسلسي : .....	.....

ANNEXE 7

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce relatif
à l'immatriculation à titre secondaire d'une personne morale**

Recto :

Verso :

	<p style="text-align: center;">الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية</p> <p style="text-align: center;">وزارة التجارة</p> <p style="text-align: center;">المركز الوطني للسجل التجاري</p> <p style="text-align: center;">C.N.R.C</p>				
<p style="margin: 0;">مستخرج السجل التجاري</p> <p style="margin: 0;">مؤسسة ثانوية</p> <p style="margin: 0;">قيد</p> <p style="margin: 0;">شخص معنوي</p>					
<p>عنوان الشركة أو تسميتها :</p> <p>الشكل القانوني للشركة :</p> <p>عنوان المؤسسة الثانوية :</p> <p>ولاية التواجد :</p> <p>عنوان المحل التجاري الرئيسي :</p> <p> تاريخ بداية النشاط :</p>					
<p>الممثل أو الممثلون الشرعيون</p>					
الاسم واللقب	تاريخ ومكان الميلاد	العنوان	الصفة	الجنسية	

<p> تاريخ قيد المؤسسة الثانوية : رقم التسجيل الرئيسي :</p>							
<table border="1"> <tr> <td style="text-align: right;">.....</td> <td>قطاع النشاط</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">تسمية أو تسميات الأنشطة الممارسة</td> <td>رمز أو رموز النشاط</td> </tr> <tr> <td colspan="2"></td> </tr> </table>		قطاع النشاط	تسمية أو تسميات الأنشطة الممارسة	رمز أو رموز النشاط		
.....	قطاع النشاط						
تسمية أو تسميات الأنشطة الممارسة	رمز أو رموز النشاط						
إمضاء المأمور أو ممثله الشرعي	إمضاء المأمور أو ممثله الشرعي						
التاريخ : الرقم التسلسلي :							

ANNEXE 8

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce, modifié, relatif
à l'immatriculation à titre secondaire d'une personne morale**

Recto :

Verso :

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التجارة

المركز الوطني للسجل التجاري

C.N.R.C

مستخرج السجل التجاري
مؤسسة ثانوية
معدل
شخص معنوي

عنوان الشركة أو تسميتها :
 الشكل القانوني للشركة :
 عنوان المؤسسة الثانوية :
 ولاية التواجد :
 عنوان المحل التجاري الرئيسي :
 تاريخ بداية النشاط :

الممثل أو الممثلون الشرعيون

الاسم واللقب	تاريخ ومكان الميلاد	العنوان	الصفة	الجنسية

<p>..... تاريخ قيد المؤسسة الثانوية :</p> <p>..... رقم التسجيل الرئيسي :</p>							
<table border="1"> <tr> <td>.....</td> <td>قطاع النشاط</td> </tr> <tr> <td>تسمية أو تسميات الأنشطة الممارسة</td> <td>رمز أو رموز النشاط</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> </tr> </table>		قطاع النشاط	تسمية أو تسميات الأنشطة الممارسة	رمز أو رموز النشاط		
.....	قطاع النشاط						
تسمية أو تسميات الأنشطة الممارسة	رمز أو رموز النشاط						
<p>إمضاء الخاضع للتعديل أو ممثله الشرعي</p>	<p>إمضاء المامور، التابع : الرقم التسلسلي :</p>						

ANNEXE 9

Spécimen de l'extrait du registre du commerce relatif à l'immatriculation des succursales ou représentations commerciales

Premier volet :

Recto :

 الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة التجارة
المركز الوطني للسجل التجاري
C.N.R.C

مستخرج السجل التجاري
قيد
الفروع أو الممثليات التجارية

رقم التسجيل :
تاريخ التسجيل في السجل التجاري :

Verso :

عنوان الشركة أو تسميتها :
.....
الشكل القانوني :
.....
عنوان مقر الشركة :
.....
ولاية التواجد :
.....
مبلغ رأس المال الشركة :
.....
تاريخ بداية النشاط :
.....
عدد المؤسسات الثانوية :
.....

الاسم واللقب	تاريخ ومكان الميلاد	العنوان	الصفة	الجنسية

ANNEXE 9 (Suite)

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce relatif à l'immatriculation
des succursales ou représentations commerciales****Deuxième volet :****Recto :**

.....	قطاع النشاط
النشاط أو الأنشطة الممارسة	رمز أو رموز النشاط

العقوبات التي يتعرض لها الخاضع للقيود في حالة مخالفة أحكام القانون رقم 08-04 المؤرخ في 14 غشت سنة 2004 والمتعلق بشروط ممارسة الأنشطة التجارية.

طبقاً لأحكام المواد 31، 32، 33، 34، 35، 36، 37، 38، 39، 40 و 41 من القانون المذكور أعلاه، يعاقب بغرامة من 5.000 إلى 5.000.000 دج و/أو الحبس من ستة (6) أشهر إلى سنة (1) كل من :

- يمارس نشاطا تجاريا قارئاً أو غير قارئ دون التسجيل في السجل التجاري،
- يدللي بتصريحات غير صحيحة أو يدلي بمعلومات غير كاملة بهدف التسجيل في السجل التجاري،
- يمارس نشاطا تجاريا قارئاً دون حيازة محل تجاري،
- يمارس نشاطاً أو مهنة مقدمة خاضعة للتسجيل في السجل التجاري دون تقديم الرخصة أو الاعتماد المطلوبين،
- يمارس تجارة خارجة عن موضوع السجل التجاري،
- لم يشهر البيانات القانونية المخصوص عليها في المواد 11، 12، 14 و 15 من القانون المذكور أعلاه،
- يقلد أو يزور مستخرج السجل التجاري أو الوثائق المرتبطة به،
- لم يعدل بيانات مستخرج السجل التجاري في الآجال القانونية،
- يمنع وكالة لمارسة نشاط تجاري باسم صاحب السجل التجاري باستثناء الزوج، الأصول والفروع من الدرجة الأولى.

ملحوظة :

"لا يعفي التسجيل في السجل التجاري التاجر من الالتزامات التي تقع على عاتقه خلال ممارسة أنشطته، لا سيما عندما تكون هذه النشاطات موضوع تنظيم خاص."

إضاءة الخاضع للقيود أو ممثله الشرعي	إضاءة المامور
التاريخ : الرقم التسلسي :	

ANNEXE 10

Spécimen de l'extrait du registre du commerce, modifié,
des succursales ou représentations commerciales

Premier volet :

Recto :



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التجارة

المراكز الوطنية للسجل التجاري

C.N.R.C

مستخرج السجل التجاري
معدل
الفروع أو الممثليات التجارية

رقم التسجيل :
تاريخ التسجيل في السجل التجاري :

Verso :

عنوان الشركة أو تسميتها :

.....

الشكل القانوني :

عنوان مقر الشركة :

.....

ولاية التواجد :

مبلغ رأس المال الشركة :

تاريخ بداية النشاط :

عدد المؤسسات الثانوية :

الممثل أو الممثلون الشرعيون

الاسم واللقب	تاريخ ومكان الميلاد	العنوان	الصفة	الجنسية

ANNEXE 10 (Suite)

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce, modifié,
des succursales ou représentations commerciales****Deuxième volet :****Recto :**

.....	قطاع النشاط
النشاط أو الأنشطة الممارسة	رمز أو رموز النشاط

العقوبات التي يتعرض لها الخاضع للقيود في حالة مخالفة
أحكام القانون رقم 08-04 المؤرخ في 14 غشت سنة 2004 والمتعلق
بشروط ممارسة الأنشطة التجارية.
طبقاً لأحكام المواد 31، 32، 33، 34، 35، 36، 37، 38، 39، 40 و 41 من
القانون المذكور أعلاه، يعاقب بغرامة من 5.000 إلى 5.000.000 دج و/أو
الحبس من ستة (6) أشهر إلى سنة (1) كل من :
 - يمارس نشاطاً تجارياً قارئاً أو غير قارئ دون التسجيل في السجل
 التجاري،
 - يدللي بتصريحات غير صحيحة أو يدلي بمعلومات غير كاملة
 بهدف التسجيل في السجل التجاري،
 - يمارس نشاطاً تجارياً قارئاً دون حيازة محل تجاري،
 - يمارس نشاطاً أو مهنة مقدمة خاضعة للتسجيل في السجل
 التجاري دون تقديم الرخصة أو الاعتماد المطلوبين،
 - يمارس تجارة خارجة عن موضوع السجل التجاري،
 - لم يشهر البيانات القانونية المخصوص عليها في المواد 11، 12، 14
 و 15 من القانون المذكور أعلاه،
 - يقلد أو يزور مستخرج السجل التجاري أو الوثائق المرتبطة به،
 - لم يعدل بيانات مستخرج السجل التجاري في الآجال القانونية،
 - يمنع وكالة لمارسة نشاط تجاري باسم صاحب السجل التجاري
 باستثناء الزوج، الأصول والفروع من الدرجة الأولى.

ملحوظة :

"لا يعفي التسجيل في السجل التجاري التاجر من الالتزامات التي
تقع على عاتقه خلال ممارسة أنشطته، لا سيما عندما تكون هذه
النشاطات موضوع تنظيم خاص".

إضاءة الخاضع للتعديل أو ممثله الشرعي	إضاءة الماسور
التاريخ : الرقم التسلسي	

ANNEXE 11

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce relatif à l'immatriculation
à titre secondaire des succursales ou représentations commerciales**

Recto :

Verso :

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التجارة

المركز الوطني للسجل التجاري

C.N.R.C

مستخرج السجل التجاري
مؤسسة ثانوية
قيد
الفروع أو الممثليات التجارية

عنوان الشركة أو تسميتها :
 الشكل القانوني للشركة :
 عنوان المؤسسة الثانوية :
 ولاية التواجد :
 عنوان المحل التجاري الرئيسي :
 تاريخ بداية النشاط :

الممثل أو الممثلون الشرميين

الاسم واللقب	تاريخ ومكان الميلاد	العنوان	الصفة	الجنسية

ANNEXE 12

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce, modifié, relatif à l'immatriculation
à titre secondaire des succursales ou représentations commerciales****Recto :**

 <p>الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية وزارة التجارة المركز الوطني للسجل التجاري C.N.R.C.</p>	<p>مستخرج السجل التجاري مؤسسة ثانوية معدل الفروع أو الممثليات التجارية</p>			
<p>عنوان الشركة أو تسميتها : الشكل القانوني للشركة : عنوان المؤسسة الثانوية : ولاية التواجد : عنوان المحل التجاري الرئيسي : تاريخ بداية النشاط :</p>				
الممثل أو الممثلون الشرعيون				
الجنسية	الصفة	العنوان	تاريخ ومكان الميلاد	الاسم واللقب

Verso :

<p>..... رقم التسجيل الرئيسي :</p>	<p>تاریخ قید المؤسسة الثانوية :</p>
<p>.....</p>	<p>قطاع النشاط رمز أو رموز النشاط</p>
<p>.....</p>	
<p>.....</p>	<p>.....</p>
<p>إمضاء المأمور أو ممثله الشرعي</p>	
<p>التاريخ : الرقم التسلسي :</p>	

ANNEXE 13

Spécimen de l'extrait du registre du commerce relatif à l'immatriculation
d'un commerçant à titre non sédentaire, personne physique

Premier volet :

Recto :



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التجارة

المركز الوطني للسجل التجاري

C.N.R.C

مستخرج السجل التجاري

قيد

تاجر غير قارّ - شخص طبيعي

رقم التسجيل :
تاريخ التسجيل في السجل التجاري :

Verso :

الاسم واللقب أو الألقاب :

عنوان الخاضع للقيد :

ولاية التواجد :

تاريخ ومكان ميلاد الخاضع للقيد :

جنسية الخاضع للقيد :

مكان مزاولة النشاط عند الاقتضاء :

تاريخ بداية النشاط :

ANNEXE 13 (Suite)

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce relatif à l'immatriculation
d'un commerçant à titre non sédentaire, personne physique****Deuxième volet :****Recto :****Verso :**

نوع النشاط	النشاط أو الأنشطة الممارسة	المعلومات المراد بها في السجل التجاري
.....	<p>العقوبات التي يتعرض لها الخاضع للقيود في حالة مخالفة أحكام القانون رقم 08-04 المؤرخ في 14 غشت سنة 2004 والمتعلق بشروط ممارسة الأنشطة التجارية.</p> <p>طبقاً لأحكام المواد 31، 32، 33، 34، 35، 36، 37، 38، 39، 40 و 41 من القانون المذكور أعلاه، يعاقب بغرامة من 5.000 إلى 5.000.000 دج و/أو الحبس من ستة (6) أشهر إلى سنة (1) كل من :</p> <ul style="list-style-type: none"> - يمارس نشاطا تجاريا قارئاً أو غير قارئ دون التسجيل في السجل التجاري، - يدللي بتصريحات غير صحيحة أو يدلي بمعلومات غير كاملة بهدف التسجيل في السجل التجاري، - يمارس نشاطا تجاريا قارئاً دون حيازة محل تجاري، - يمارس نشاطاً أو مهنة مقتنة خاضعة للتسجيل في السجل التجاري دون تقديم الرخصة أو الاعتماد المطلوبين، - يمارس تجارة خارجة عن موضوع السجل التجاري، - لم يشهر البيانات القانونية المخصوص عليها في المواد 11، 12، 14 و 15 من القانون المذكور أعلاه، - يقلد أو يزور مستخرج السجل التجاري أو الوثائق المرتبطة به، - لم يعدل بيانات مستخرج السجل التجاري في الآجال القانونية، - يمنع وكالة لمارسة نشاط تجاري باسم صاحب السجل التجاري باستثناء الزوج، الأصول والفروع من الدرجة الأولى. <p>ملحوظة :</p> <p>لا يعفي التسجيل في السجل التجاري التاجر من الالتزامات التي تقع على عاتقه خلال ممارسة أنشطته، لا سيما عندما تكون هذه النشاطات موضوع تنظيم خاص.</p>
إضافة المامور	إضافة المامور	التاريخ : الرقم التسلسلي :
.....

ANNEXE 14

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce, modifié,
d'un commerçant à titre non sédentaire, personne physique**

Premier volet :

Recto :



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التجارة

المركز الوطني للسجل التجاري

C.N.R.C

مستخرج السجل التجاري
معدل
تاجر غير قار - شخص طبيعي

رقم التسجيل :
تاريخ التسجيل في السجل التجاري :

Verso :

الاسم واللقب أو الألقاب :

عنوان الخاضع للقيد :

ولاية التواجد :

تاريخ ومكان ميلاد الخاضع للقيد :

جنسية الخاضع للقيد :

مكان مزاولة النشاط عند الاقتضاء :

تاريخ بداية النشاط :

ANNEXE 14 (Suite)

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce, modifié,
d'un commerçant à titre non sédentaire, personne physique****Deuxième volet :****Recto :**

.....	قطاع النشاط
النشاط أو الأنشطة الممارسة	رمز أو رموز النشاط

العقوبات التي يتعرض لها الخاضع للقيود في حالة مخالفة أحكام القانون رقم 08-04 المؤرخ في 14 غشت سنة 2004 والمتعلق بشروط ممارسة الأنشطة التجارية.

طبقاً لأحكام المواد 31، 32، 33، 34، 35، 36، 37، 38، 39، 40 و 41 من القانون المذكور أعلاه، يعاقب بغرامة من 5.000 إلى 5.000.000 دج و/أو الحبس من ستة (6) أشهر إلى سنة (1) كل من :

- يمارس نشاطاً تجارياً قارئاً أو غير قارئ دون التسجيل في السجل التجاري،
- يدللي بتصريحات غير صحيحة أو يدلي بمعلومات غير كاملة بهدف التسجيل في السجل التجاري،
- يمارس نشاطاً تجارياً دون حيازة محل تجاري،
- يمارس نشاطاً أو مهنة مقتنة خاضعة للتسجيل في السجل التجاري دون تقديم الرخصة أو الاعتماد المطلوبين،
- يمارس تجارة خارجة عن موضوع السجل التجاري،
- لم يشهر البيانات القانونية المنصوص عليها في المواد 11، 12، 14 و 15 من القانون المذكور أعلاه،
- يقلد أو يزور مستخرج السجل التجاري أو الوثائق المرتبطة به،
- لم يعدل بيانات مستخرج السجل التجاري في الآجال القانونية،
- يمنع وكالة لمارسة نشاط تجاري باسم صاحب السجل التجاري باستثناء الزوج، الأصول والفروع من الدرجة الأولى.

ملحوظة :

"لا يعفي التسجيل في السجل التجاري التاجر من الالتزامات التي تقع على عاتقه خلال ممارسة أنشطته، لا سيما عندما تكون هذه النشاطات موضوع تنظيم خاص".

إضاءة الخاضع للتعديل أو ممثله الشرعي	إضاءة المامور
التاريخ : الرقم التسلسي :	

ANNEXE 15

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce, modifié,
des bailleurs de fonds de commerce, personnes physiques**

Premier volet :

Recto :



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التجارة

المركز الوطني للسجل التجاري

C.N.R.C



مستخرج السجل التجاري
معدل
شخص طبيعي
مؤجر المحل التجاري

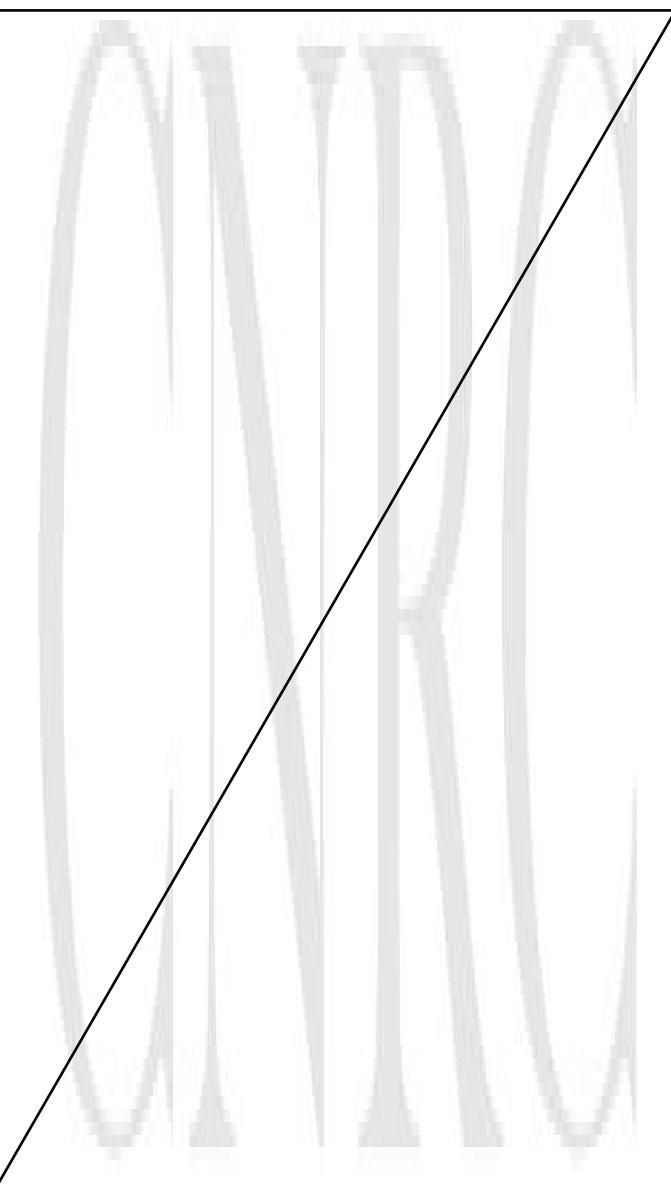
رقم التسجيل :
تاريخ التسجيل أو التعديل في السجل التجاري :

Verso :

الاسم واللقب أو الألقاب :
تاريخ ومكان ازيداد المؤجر :
عنوان الإقامة :
.....
.....
.....
عنوان المحل التجاري :
 تاريخ بداية النشاط :

نوع النشاط	رمز أو رموز النشاط
.....
.....

ANNEXE 15 (Suite)

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce, modifié,
des bailleurs de fonds de commerce, personnes physiques****Deuxième volet :****Recto :**

**العقوبات التي يتعرض لها الخاضع للقيود في حالة مخالفة
أحكام القانون رقم 08-04 المؤرخ في 14 غشت سنة 2004 والمتعلق
بشروط ممارسة الأنشطة التجارية.**

طبقاً لأحكام المواد 31، 32، 33، 34، 35، 36، 37، 38، 39، 40 و 41 من
القانون المذكور أعلاه، يعاقب بغرامة من 5.000 إلى 5.000.000 دج و/أو
الحبس من ستة (6) أشهر إلى سنة (1) كل من :

- يمارس نشاطا تجاريا قارئاً أو غير قارئ دون التسجيل في السجل التجاري،
- يدللي بتصريحات غير صحيحة أو يدلي بمعلومات غير كاملة بهدف التسجيل في السجل التجاري،
- يمارس نشاطا تجاريا قارئاً دون حيازة محل تجاري،
- يمارس نشاطاً أو مهنة مقتنة خاضعة للتسجيل في السجل التجاري دون تقديم الرخصة أو الاعتماد المطلوبين،
- يمارس تجارة خارجة عن موضوع السجل التجاري،
- لم يشهر البيانات القانونية المخصوص عليها في المواد 11، 12، 14 و 15 من القانون المذكور أعلاه،
- يقلد أو يزور مستخرج السجل التجاري أو الوثائق المرتبطة به،
- لم يعدل بيانات مستخرج السجل التجاري في الآجال القانونية،
- يمنع وكالة لمارسة نشاط تجاري باسم صاحب السجل التجاري باستثناء الزوج، الأصول والفروع من الدرجة الأولى.

ملحوظة :

"لا يعفي التسجيل في السجل التجاري التاجر من الالتزامات التي تقع على عاتقه خلال ممارسة أنشطته، لا سيما عندما تكون هذه النشاطات موضوع تنظيم خاص."

إضاءة الخاضع للتعديل أو ممثله الشرعي	إضاءة الماسور
	التاريخ :
	الرقم التسلسلي :

ANNEXE 16

Spécimen de l'extrait du registre du commerce, modifié,
des bailleurs de fonds de commerce, personnes morales

Premier volet :

Recto :



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التجارة

المركز الوطني للسجل التجاري

C.N.R.C

مستخرج السجل التجاري
معدل
شخص معنوي
مؤجر المحل التجاري

رقم التسجيل :
تاريخ التسجيل أو التعديل في السجل التجاري :

Verso :

عنوان الشركة وتسميتها :

عنوان مقر الشركة :

اسم ولقب أو لقب و تاريخ و مكان ميلاد الممثل الشرعي :

تاريخ بداية النشاط :

مبلغ رأس المال الشركة :

قطاع النشاط

رمز أو رموز النشاط

ANNEXE 16 (Suite)

**Spécimen de l'extrait du registre du commerce, modifié,
des bailleurs de fonds de commerce, personnes morales****Deuxième volet :****Recto :****Verso :**

**العقوبات التي يتعرض لها الخاضع للقيود في حالة مخالفة
أحكام القانون رقم 08-04 المؤرخ في 14 غشت سنة 2004 والمتعلق
بشروط ممارسة الأنشطة التجارية.**

طبقاً لأحكام المواد 31، 32، 33، 34، 35، 36، 37، 38، 39، 40 و 41 من
القانون المذكور أعلاه، يعاقب بغرامة من 5.000 إلى 5.000.000 دج و/أو
الحبس من ستة (6) أشهر إلى سنة (1) كل من :

- يمارس نشاطا تجاريا قاراً أو غير قاراً دون التسجيل في السجل التجاري،
- يدللي بتصريحات غير صحيحة أو يدلي بمعلومات غير كاملة بهدف التسجيل في السجل التجاري،
- يمارس نشاطا أو مهنة مقتنة خاضعة للتسجيل في السجل التجاري دون تقديم الرخصة أو الاعتماد المطلوبين،
- يمارس تجارة خارجة عن موضوع السجل التجاري،
- لم يشهر البيانات القانونية المنصوص عليها في المواد 11، 12، 14 و 15 من القانون المذكور أعلاه،
- يقلد أو يزور مستخرج السجل التجاري أو الوثائق المرتبطة به،
- لم يعدل بيانات مستخرج السجل التجاري في الآجال القانونية،
- يمنع وكالة لمارسة نشاط تجاري باسم صاحب السجل التجاري باستثناء الزوج، الأصول والفروع من الدرجة الأولى.

ملحوظة :

"لا يعفي التسجيل في السجل التجاري التاجر من الالتزامات التي تقع على عاتقه خلال ممارسة أنشطته، لا سيما عندما تكون هذه النشاطات موضوع تنظيم خاص".

**إضاءة الخاضع للتعديل
أو ممثله الشرعي**

إضاءة الماسور

التاريخ :

الرقم التسلسي :

ANNEXE 17

Spécimen de l'extrait de radiation du registre du commerce d'une personne physique

Recto :

Verso :

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة التجارة
المركز الوطني للسجل التجاري
C.N.R.C

ANNEXE 18

**Spécimen de l'extrait de radiation du registre
du commerce d'une personne morale****Recto :**

	الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية وزارة التجارة المركز الوطني للسجل التجاري C.N.R.C
--	---

Verso :

عنوان الشركة أو تسميتها :
.....
الشكل القانوني :
.....
عنوان مقر الشركة :
.....
عنوان المحل التجاري موضوع الشطب :
.....
ولاية التواجد :
.....
تاريخ بداية النشاط :
.....
النشاط الممارس :
.....
إمضاء المأمور التاريخ : الرقم التسلسلي :
إمضاء المفوض للشطب أو ممثله الشرعي

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté du 3 Dhoul Hidjja 1427 correspondant au 23 décembre 2006 portant délégation de signature au directeur de l'administration générale.

Le ministre des travaux publics,

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-327 du 27 Rajab 1421 correspondant au 25 octobre 2000 fixant les attributions du ministre des travaux publics ;

Vu le décret exécutif n° 2000-328 du 27 Rajab 1421 correspondant au 25 octobre 2000, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère des travaux publics ;

Vu le décret exécutif n° 06-194 du 4 Jourmada El Oula 1427 correspondant au 31 mai 2006 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret présidentiel du 29 Moharram 1424 correspondant au 1er avril 2003 portant nomination de M. Sid Ali Hasni, en qualité de directeur de l'administration générale au ministère des travaux publics ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Sid Ali Hasni, directeur de l'administration générale, à l'effet de signer au nom du ministre des travaux publics tous actes, arrêtés et décisions (budget de fonctionnement et d'équipement).

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Dhoul Hidjja 1427 correspondant au 23 décembre 2006.

Amar GHOUUL.

MINISTERE DE LA CULTURE

Arrêté du 16 Moharram 1428 correspondant au 4 février 2007 portant désignation des membres du conseil d'administration de l'office national des droits d'auteur et des droits voisins.

Par arrêté du 16 Moharram 1428 correspondant au 4 février 2007 et en application de l'article 10 du décret exécutif n° 05-356 du 17 Chaâbane 1426 correspondant au 21 septembre 2005 portant statuts, organisation et fonctionnement de l'office national des droits d'auteur et des droits voisins, sont désignés membres du conseil d'administration de l'office national des droits d'auteur et des droits voisins :

- Mokrani Nadia, représentante de la ministre chargée de la culture, présidente ;
- Harzali Lotfi, représentant du ministre chargé de l'intérieur ;
- Sandid Yassria, représentante du ministre des affaires étrangères ;
- Manaâ Dalila, représentante du ministre chargé des finances ;
- Beldia Ahmed, représentant du ministre chargé du commerce ;
- Blaoui M'Hamed El Houari, auteur d'œuvres musicales ;
- Cherif Benani Mohamed, auteur d'œuvres musicales ;
- Mimouni Abdelkader, auteur d'œuvres littéraires ;
- Ouattar Tahar, auteur d'œuvres littéraires ;
- Ben Dedouche Ghouti, auteur d'œuvres audiovisuelles ;
- Zakaria Kaddour Brahim, auteur d'œuvres audiovisuelles ;
- Khelefi Saliha, auteur d'œuvres d'art plastique ;
- Djedidi Brahim, auteur d'œuvres dramatiques ;
- Bouadjadj Maazouz, artiste interprète ;
- Guechoud Aïda, artiste interprète.

MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Arrêté du 1er Safar 1428 correspondant au 19 février 2007 fixant la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des fréquences.

Par arrêté du 1er Safar 1428 correspondant au 19 février 2007 et en application des dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 02-97 du 18 Dhoul Hidjja 1422 correspondant au 2 mars 2002, complété, portant création de l'agence nationale des fréquences, la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des fréquences est fixée comme suit :

- Ali Younsiou, représentant du ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication, président ;
- Mohand Saïd Tembel, représentant du ministre de la défense nationale ;

- Radia Hadoum, représentant du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;
- Noureddine Belberkani, représentant du ministre des affaires étrangères ;
- Hamza Bendjaballah, représentant du ministre des finances ;
- Messaoud Benchemam, représentant du ministre des transports ;
- Mustapha Hamoudi, représentant du ministre de l'industrie ;
- Mohamed Derdour, représentant du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- Abdelmalek Houyou, représentant du ministre de la communication ;
- Mohamed Tahar Hakimi, représentant l'autorité de régulation de la poste et des télécommunications ;
- Habiba Drias, directrice de l'institut national de l'informatique ;
- Rachid Ouiguini, secrétaire général du centre de développement des technologies avancées ;
- El Houari Mekaliche, directeur de l'institut des télécommunications d'Oran ;
- Mohamed Othmani, représentant des travailleurs.

Les dispositions de l'arrêté du 6 Jounada Ethania 1427 correspondant au 2 juillet 2006 portant désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des fréquences sont abrogées.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Arrêté du 22 Moharram 1428 correspondant au 10 février 2007 fixant la composition du conseil d'administration de l'institut national de la productivité et du développement industriel (INPED).

Par arrêté du 22 Moharram 1428 correspondant au 10 février 2007 et en application des dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 98-163 du 19 mai 1998, modifié et complété, érigeant l'institut national de la productivité et du développement industriel en établissement public à caractère industriel et commercial, la composition du conseil d'administration de l'institut national de la productivité et du développement industriel (INPED), est fixée comme suit :

- Ahmed Aït Ramdane, représentant du ministre chargé de l'industrie, président ;
- Belkacem Mazari, représentant du ministre chargé des finances ;
- Ali Bouredjouane, représentant du ministre chargé du commerce ;
- Mohamed Djemai, représentant du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- Schahrazed Boutira, représentante du ministre chargé de l'énergie et des mines ;
- Mohamed Aïn Baaziz, représentant du ministre chargé de la formation et de l'enseignement professionnels ;
- Noureddine Salidj, représentant du ministre chargé de l'intérieur et des collectivités locales ;
- Rabah Benaziz, représentant des travailleurs ;
- Zoubir Zourez, représentant des travailleurs ;
- Mourad Hadjout, représentant du conseil pédagogique et scientifique.